

---

# ITALIE...

---

**E**n 2013, Matteo Salvini s'est emparé de la Ligue du Nord, formation régionale ultradroitière, et à l'occasion des élections législatives de mars 2018, il en a fait la Lega (la Ligue) qui se présente et se comporte comme un parti implanté dans toute la Péninsule. Depuis, un vent mauvais souffle sur l'Italie et relance des souvenirs des années vingt du siècle dernier. Avec 17,35 % des voix obtenues à ces législatives de 2018, cette Ligue a distancé de 3 points Forza Italia de Silvio Berlusconi, le magnat des médias qui, déjà fortement à droite, dominait la vie politique italienne depuis 1994. Les européennes de mai 2019 lui en ont donné 34 % et Salvini affiche sa volonté de capitaliser sur ce score. Le 8 août dernier, sa Ligue est sortie de la coalition gouvernementale qu'elle formait avec le Mouvement Cinq Étoiles (M5S). Son chef prétendait provoquer des législatives anticipées mais le Parti démocrate (PD), formation de centre gauche, et le M5S, qui numériquement dominant le Parlement national, se sont unis pour lui faire obstacle. En octobre, le renouvellement du conseil régional de l'Ombrie, petite région centrale d'à peine 900 000 habitants, a montré que le « Tout sauf Salvini » ne marche pas. Le PD n'a été crédité que de 22,3 % des suffrages contre 35,8 aux régionales de 2015, le M5S n'a obtenu que 7,41 % contre 14,6 quatre ans plus tôt, tandis que, dans le même temps, la Ligue à la tête de la coalition de droite est passée de 22,9 à 36,9 % et que les postfascistes des Fratelli d'Italia ont progressé de 6,2 % à 10,4 %, la Forza Italia de Berlusconi ayant reculé de 8,5 à 5,5 %. L'Ombrie est le premier de ce qui reste des « bastions rouges » de la gauche italienne à tomber ainsi dans les mains d'une droite extrême de plus en plus radicalisée et autoritaire. Les villes de la région dirigées par le PD depuis 2015 et nationalement par le centre-gauche de Matteo Renzi avaient déjà été conquises par l'ultradroite. Petite région certes que l'Ombrie, mais scrutin significatif. Matteo Salvini et les siens préconisent de transférer aux régions riches qu'ils dirigent des compétences détenues par l'État central, ils veulent fragiliser la solidarité nationale et l'unité italienne née du Risorgimento et axent leur propagande sur le rejet de l'immigration et des immigrants. Avec succès à première vue.

Il faut remonter plus haut dans le temps et élargir l'analyse des forces en présence pour tenter de comprendre ce qui se passe en Italie et qui, comme ce fut le cas naguère et jadis, nous concerne et doit nous alerter. Nos deux pays ne sont sans doute pas des « sœurs latines » tant les différences entre eux sont remarquables, mais ne faut-il pas les voir comme deux « cousines » dont les histoires, depuis au moins les années 1920 et la construction de l'Europe

au sortir de la Seconde Guerre mondiale, sont assez proches? Le « Tout sauf Salvini », pas plus qu'ailleurs les « Tout sauf Le Pen », Orban ou autres, ne suffisent manifestement pas pour contrer l'extrême droite et ne réussissent pas à en expliquer la prégnance. La poussée du très phalangiste Vox en Espagne le confirme.

Le dossier que *la Pensée* présente dans cette livraison s'ouvre par une étude de la déjà ancienne « recomposition de la droite en Italie » à propos de laquelle Gaël De Santis souligne qu'elle y est dominante depuis 1948 et que « les rares fois où la gauche – en réalité un centre gauche modéré – l'a emporté, c'est en soustrayant à la droite l'espace centriste. Toute crise politique depuis 1945 a été une crise de leadership au sein de la droite. » Depuis qu'en 1991 le Parti communiste italien a décidé de s'autodissoudre, la gauche de transformation sociale n'en finit pas de se diviser en chapelles impuissantes. Marco Bellocchio, le réalisateur d'*Il Traditore*, sur la mafia sicilienne et, de fait, sur la droite, a pu récemment dire qu'en Italie le seul homme qui tient vraiment un discours de gauche est le pape François!

En nous faisant écouter les *Voci d'Italia* qu'elle entend chez ses amis, ses voisins, les gens qu'elle rencontre, Sarah Bach livre des *Impressions romaines* qui couvrent une large part de l'éventail politique de gauche et de droite. On perçoit notamment le désarroi de celles et de ceux, bien marqués à gauche, qui ne trouvent plus de raisons de voter ou qui s'efforcent encore d'en trouver. Salvini et son parti s'étant exclus du gouvernement, « pour les électeurs de gauche l'espérance est forte, les craintes aussi. Il sera de la responsabilité de ce nouveau gouvernement d'éviter de donner du grain à moudre à la droite et à l'extrême droite jusqu'aux prochaines élections. » On en est très loin...

Ces jeunes ou moins jeunes Romains font parfois allusion à des moments passés ou déjà anciens de l'histoire de l'Italie. Notre ami Pierre Laroche, décédé en janvier 2016, en fut un très fin analyste. Entre 1987 et 1995 il avait donné à *la Pensée* six articles sur la vie politique italienne<sup>1</sup>. Nous publions à nouveau dans ce présent dossier son texte « L'Italie du consensus antifasciste à la "Deuxième République"<sup>2</sup> » paru dans notre numéro 286 en mars-avril 1992. L'auteur montrait que le consensus né de la lutte antifasciste et de la Résistance qui, en dépit de ses limites, structurait la vie politique, n'avait pas résisté à la crise qui s'est développée à partir des années soixante. Quand parut s'esquisser un « compromis historique » entre démocrates chrétiens, communistes et socialistes, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro,

---

1. « Le théorème de Tancredi » (ce personnage du *Guépard* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa affirme que pour faire pièce à l'action de Garibaldi, il importe de « tout changer pour que rien ne change »), n° 256, mars-avril 1987; « Consensus en Italie du libéralisme au fascisme », n° 284, novembre-décembre 1991; « L'Italie du consensus antifasciste à la "Deuxième République" », n° 286, mars-avril 1992; « La classe dirigeante italienne et le catholicisme », n° 293, mai-juin 1993; « Italie : la classe dirigeante à la reconquête de la société », n° 300, novembre-décembre 1994; « Nouvelle configuration de la vie politique en Italie », n° 301, janvier-février 1995.

2. La « Deuxième République » désigne en Italie le renouvellement néolibéral de la droite amorcé dans les années 1960, en opposition avec la « Première », dont la constitution avait été adoptée par référendum en 1948, sur la base du consensus antifasciste, dont il fut de moins en moins question après que les Agnelli et consorts eurent pris le pouvoir.

secrétaire général de la DC, revendiqués par les Brigades rouges, mit brutalement fin à cette tentative. S'ouvrirent alors « les années de plomb », suite sanglante d'attentats commis par ou attribués à des groupes d'extrême gauche et de répression menée par la police et l'armée. La classe dominante s'employa alors à favoriser un nouveau consensus, néolibéral cette fois, échappant aux idées qui avaient guidé la vie idéologique de la société italienne depuis la Résistance. La grande presse se mit à poser ouvertement la question d'un passage à une deuxième république italienne de caractère présidentiel, en clair, d'une recomposition de la droite. Pour des gens puissants comme Agnelli, Berlusconi, qu'en août 1985, *L'Express* rangeait parmi les « condottieri », il s'agissait de rendre le travail de plus en plus précaire, de casser la résistance ouvrière, de faire remonter le profit à tout prix. Ces objectifs seront imposés à une société en mutation où les valeurs traditionnelles, notamment celles de la solidarité, s'affaiblissaient en même temps que la force du Parti communiste s'estompait. La recomposition du paysage politique que Salvini conduit aujourd'hui s'est amorcée dès les années 1960-1970.

De Rossellini avec *Rome ville ouverte* à Bellocchio avec *Il traditore*, la liste est longue des cinéastes qui ont puisé leur inspiration dans cette histoire plus que séculaire. Spécialiste reconnu du cinéma, Émile Breton en revisite la longue durée et la rapporte à toutes les secousses qui ont ébranlé l'Italie. Concluant son étude par l'évocation de *La Nave Bianca*, film de commande que Rossellini, déjà, avait réalisé sous le fascisme et qui fut primé au Festival de Venise de 1941, il en souligne l'originalité et la rapproche de la révélation que fut *Rome, ville ouverte* à la Libération. « L'arbre du miracle avait des racines profondes », ajoute-t-il. Profondes aussi sont les racines de l'inquiétante situation qui, en Italie, est allée en s'aggravant depuis plus de vingt ans, de renouvellement de la droite en renouvellement de la droite.

Dans pareil contexte, que devient la pensée critique qui fut vigoureuse en Italie jusque vers les années 1980? En conclusion de ce dossier, Vittorio Morfini et Didier Contadini constatent que si, dans ce pays comme dans d'autres, la recherche sur Marx s'était alors heurtée à une impasse, elle connaît aujourd'hui, ici comme ailleurs, « un nouvel intérêt [...] certes tout académique ». En témoigne notamment la continuation des *Marx-Engels opere complete* reprises par La Citta Del sole de Naples. Des chercheurs venus de tout le pays prennent part à ce projet proposant des lectures variées. À l'occasion du bicentenaire de la naissance de Marx, nombre de congrès se sont tenus, souvent suivis par la publication des actes. Les auteurs n'en recensent pas moins de 14 entre 2002 et 2018. Un *Corso di perfezionamento* « dédié aux différentes formes et perspectives marxistes et aux instruments qu'elles fournissent pour analyser et critiquer la réalité contemporaine » a débuté en 2014 à l'Université de Milan Bicocca. Une collection, *Quaderni di teoria critica della società*, vient de naître aux éditions Mimesis. L'autodissolution du Parti communiste italien a eu de graves conséquences, mais n'a pas entraîné la mort de la pensée issue de Marx dont la vitalité reste remarquable.